

CIBLE

Préfet

Au lendemain du 13 mai, nous attendions avec impatience et colère la démission de M. Boucault. Préfet de police, M. Boucault avait pu constater que les CRS avaient été débordés, le 12 mai, sur les Champs-Élysées livrés aux hooligans après la victoire du PSG.

Comme le *Qatar Sports Investments*, propriétaire du club, avait décidé d'organiser une manifestation promotionnelle du Qatar, de sa compagnie aérienne et de joueurs achetés à prix d'or, M. Boucault pouvait craindre de nouveaux et graves incidents et devait organiser le maintien de l'ordre en conséquence.

Le 13 mai, sur la place du Trocadéro, les Français ont pu assister en direct à la télévision à une émeute provoquée par diverses catégories de hooligans, que des unités de CRS, trop peu nombreuses et mal coordonnées, n'ont pas pu empêcher.

Le préfet de police, directement responsable, aurait du présenter sa démission le soir même. Comme il ne l'a pas fait, le ministre de l'Intérieur aurait du lui demander de partir dès le lendemain matin. Tel ne fut pas le cas. Les Parisiens savent désormais que leur sécurité est entre les mains d'un incapable.

FRANCE

Nos enjeux industriels

Turquie

Montée en puissance

p. 8

Biographie

Juliette Récamier

p. 10

Une Europe se meurt

Un institut de recherches américain publie une étude montrant que l'Union européenne est massivement rejetée. À *Libération*, les adorateurs de la Commission et de la BCE sont saisis par la déprime...

Nos jeunes lecteurs n'y ont peut-être pas prêté attention mais il y a dans notre pays un quotidien qui s'appelle *Libération*. On y respire l'air du temps, mais c'est celui du siècle dernier : jeux de mots dignes de l'Almanach Vermot, évocations rances de la **révolution sexuelle** des années soixante et surtout apologie de l'Europe telle qu'on la rêvait dans les années cinquante avec Robert Schumann et Jean Monnet mais aussi, pour faire moderne, une touche libérale-libertaire qui prend souvent la figure de Daniel Cohn-Bendit - aussi vénéré à *Libé* que perdu de réputation en Allemagne. (1)

Le problème c'est que *Libé* est considéré comme le phare de la pensée française par les oligarques de gauche - un phare qui était déjà une lampe à huile quand Serge July officiait et qui tient aujourd'hui de la chandelle. Mais voici du nouveau. Brandissant leur modeste lumignon, les gens de

Libé donnaient il y a peu de temps des leçons d'euro-péisme et menaçaient les contestataires.

Après une émission de télévision où Emmanuel Todd avait fait quelques mises au point salutaires sur l'Allemagne (2), Jean Quatremer, chef des eurolâtres, avait accusé le chercheur Todd de **racisme** et réclamé qu'il soit interdit d'antenne. Oubliant que *Libé* comptait voici peu les « blancs » dans les cabinets ministériels, oubliant que ce journal qui glorifia Mao donne des leçons de démocratie à la France entière, le maître-censeur bruxellois se rassurait cependant en proclamant que les **souverainistes** tiraient leurs dernières cartouches.

L'article de Jean Quatremer fut publié le 10 mai. Et patatras ! Le 14 mai, *Libération* titrait sur le **désamour** des Français quant à l'Europe et consacrait quatre pages au sujet, à partir d'une étude publiée par le *Pew Research*

Center. Selon cet institut américain, 41 % des Français sont favorables à l'Union européenne, moins que les Anglais (43 %) et les Espagnols (46 %) mais plus que les Grecs (33 %). Si l'étude a été sérieusement menée, cela signifie qu'Emmanuel Todd, loin de tirer ses dernières cartouches, exprime l'opinion de 59 % des Français ! Pour nous, rien d'étonnant puisque dès 2005, nous avons été plus de 54 % à dire **Non** à l'Europe ultra-libérale. La crise qui sévit depuis 2007-2008 a très normalement renforcé l'hostilité à l'Europe berlino-bruxelloise. Mais à *Libé* c'est un coup de massue et l'éditorialiste Éric Decouty avoue que les conclusions de l'étude américaine sont **déprimantes**.

Comment soigner cette déprime ? C'est toujours le même remède qui est préconisé. Naguère, la *Pravda* expliquait que les problèmes du socialisme seraient résolus par la réalisation complète du

socialisme. De même, les problèmes de l'Union seront résolus par le renforcement de l'Union ! Éric Decouty presse les dirigeants européens de « *chasser le défaitisme en élaborant enfin une véritable identité européenne, peut-être même un patriotisme* » - comme si la Commission pouvait fabriquer de l'identité et du patriotisme comme on produit de la mortadelle ou des chapeaux claque. Le même éditorialiste souhaite que l'Europe devienne « *le premier défenseur de la démocratie sur la scène internationale et plus seulement le témoin muet des conflits et des barbaries*. » Tiens, oui ! On pourrait faire débarquer une armée européenne sur la côte syrienne : voilà qui provoquerait l'enthousiasme des millions de chômeurs de la zone euro ! Après, on pourrait envahir l'Iran en rétablissant au passage le calme en Irak.

Quant à Jean Quatremer, il invoque Cohn-Bendit puis brandit comme un talisman l'avis de la Commission européenne : « *si l'on n'agit pas rapidement pour intégrer nos politiques économiques, budgétaires et financières et démocratiser nos institutions, le repli sur soi va triompher*. » Réaliser en six mois ce qu'on n'a pas pu faire en un demi-siècle : c'est vraiment une idée super-chouette !

Annette DELRANCK

(1) Daniel Cohn-Bendit a été obligé de **renoncer** au Grand Prix des Médias franco-allemand 2013 que le président de la Cour de Karlsruhe refusait de lui remettre.

(2) Cf. *Ce soir ou jamais du 10 mai*. <https://www.youtube.com>

royaliste 
BREVETÉ - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND PEROUX

SOMMAIRE : p.2 : Une Europe se meurt - p.3 : Un homme s'est aligné - p.4 : L'imbécillité et la lâcheté - p.5 : Double jeu - p.6/7 : Nos enjeux industriels - p.8 : Une montée en puissance - p.9 : Hollande, Dieu et la République - p.10 : Juliette des esprits - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Non à l'esclavage !

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (50 €)

☐ soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Un homme s'est aligné

Pour deviner ce que dirait François Hollande lors de sa conférence de presse, il fallait avoir écouté sa prestation devant la Commission européenne... qui est dans la suite logique du Pacte budgétaire adopté à l'automne.

Dans les médias, on bavarde : François Hollande est-il devenu social-démocrate ou social-libéral ? La réponse a été donnée à l'automne dernier, lors de l'adoption du Pacte budgétaire (TSCG) : pour notre malheur, le président de la République est devenu **libéral** sans plus rien de **social** comme on le verra dans les mois qui viennent. Dès que l'on accepte le principe imbécile de l'équilibre budgétaire, on se place sous le contrôle de la Commission européenne qui impose un programme de **réformes structurelles** si le déficit est excessif.

De fait, les engagements pris à Bruxelles sont dans la suite du TSCG. François Hollande n'a pas compris qu'il passait un examen parfaitement humiliant pour la France - et pour lui-même, réduit à un directeur d'administration centrale planchant devant ses supérieurs. Le 15 mai, le président de la République a platement remercié la Commission de lui avoir accordé un sursis de deux ans pour le rétablissement des comptes - alors que Bruxelles masque par un geste faussement magnanime l'échec de la **règle d'or**. Puis il a promis, dans une parfaite langue de bois, de procéder aux **réformes structurelles** exigées par la Commission et par Berlin : « *Le temps qui nous a été donné doit être*

mis au service de la compétitivité et de la croissance. »

La croissance ? Quelques heures avant l'exposé de François Hollande, on apprenait que l'économie française était entrée en récession. En ce cas, on évite les mesures déflationnistes, surtout quand l'expérience démontre leur malfaisance : grâce à la géniale politique dictée par Berlin, Bruxelles et Francfort, l'endettement de l'Espagne est passé de 58 % à 100 % du PIB en cinq ans et celui de la Grèce dépasse 170 %. Comme ses voisins, le gouvernement français va donc persévérer dans l'erreur.

La partie étant jouée, la conférence de presse ne pouvait que se réduire à des confirmations aimablement enrobées. Le plan pour l'emploi des jeunes dans la zone euro est ridiculement faible. Demandé au Premier ministre, le plan d'investissement dans le numérique, la santé et les transports relève de l'effet d'annonce et il n'a même pas été question du fameux **pacte de croissance** qui, à l'automne, devait équilibrer le Pacte budgétaire. Nous avions dit qu'il s'agissait d'une fausse fenêtre. Le mensonge est maintenant avéré.

La relance du **gouvernement économique de la zone euro** est inutile puisque la Troïka opère déjà en Grèce, à Chypre et au Portugal selon les injonctions de Berlin, qui fait

par ailleurs connaître ses exigences à Madrid, à Paris et à Rome. Même si une Troïka élargie déploie ses activités sous l'égide d'un « *président nommé pour une longue durée* » comme le souhaite François Hollande, c'est l'Allemagne qui continuera de faire prévaloir son point de vue d'autant plus brutalement que le président de la République a refusé toute confrontation avec Berlin. L'alignement est complet et François Hollande, qui a fait voter le TSCG, se situe dans la continuité de Nicolas Sarkozy qui avait signé ce maudit traité. Le **gouvernement économique** existe et il applique par le biais de ses diverses structures oligarchiques une seule et même politique : la déflation.

Or les effets de la politique de déflation sont aussi prévisibles qu'une conférence de presse présidentielle. Après deux ans de stagnation, la récession en France rend impossible le redressement de la courbe du chômage puisque la baisse de la demande des ménages qui subissent une importante contraction du pouvoir d'achat s'accompagne d'une baisse de l'investissement productif.

La pression sur les retraites et sur les salaires conjuguée à l'austérité budgétaire aggraverait la récession. Avec les prochaines **réformes structurelles**, nous allons suivre le chemin de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal. Il faut bloquer le processus et descendre dans la rue contre le plan sur les retraites, dès qu'il sera connu.

Sylvie FERNOY

L'écho des blogs

Convergence ou renoncement ?

Manifestement le président Hollande et la chancelière Merkel ne font pas les mêmes analyses, ce dont se plaint cette dernière comme le rapporte *Le Figaro* (1) « *Ce qui est important - et c'est la même chose quand on est dans une famille (sic) - c'est avoir la même analyse. Nous avons besoin de la même analyse (...)* Et nous avons encore à travailler en ce sens », a martelé Mme Merkel. Pourquoi cette insistance ?

Bousculé par une avalanche de mauvais indicateurs tant économiques que politiques, François Hollande veut inverser celui du taux de chômeurs avant la fin de 2013, il en fait son objectif premier. Pour y parvenir il tente de négocier quelques accommodements avec le **puissant** voisin. Mais pour la Chancelière là n'est pas la priorité, « *l'Allemagne a intérêt à un euro stable. Nous faisons cela pour nous (...)* Si l'Europe ne va pas bien, nous n'irons pas bien non plus » Avant de conclure « *Les réformes ont besoin de temps (...)* Il faut mesurer **en années** pour que le chômage diminue » (2) une façon de rappeler Hollande à la réalité de la politique décidée par Berlin. Est-ce dire que l'Allemagne se porte mieux que nous ?

Selon l'Office fédéral allemand des statistiques Destatis, ainsi que le rapporte *L'Express* (3), « *près de 16 % des habitants en Allemagne vivent sous le seuil de pauvreté, plus qu'en France qui se situe en deçà de la moyenne européenne (mesurée à 16,9 %) avec 14 % de la population sous ce seuil.* » Alors pour satisfaire les exigences tant de la majorité des Français que des Allemands c'est bien à une confrontation sur un changement de cap, sur l'euro et sur les politiques économiques, que le gouvernement français devrait appeler au plus vite. Hélas, la perspective ouverte lors de sa conférence de presse du 17 mai d'un gouvernement économique de la zone euro semble indiquer qu'Hollande, une fois encore, fait le choix de capituler, car par qui d'autre que par un familier de Merkel ce gouvernement peut-il être dirigé ? La réponse se trouve dans le rapport des forces au sein de la zone euro.

François ENNAT

(1) <http://www.lefigaro.fr>

(2) www.romandie.com

(3) <http://lexpansion.lexpress.fr>

L'imbécillité et la lâcheté

On aimerait avoir autre chose à écrire que du mal de ce gouvernement. Hélas, ce ne sera pas encore pour ce numéro. Ce qui est cette fois en cause ce sont les *mini-privatisations* opérées ou annoncées par Jean-Marc Ayrault. Curieux rapports des socialistes avec le secteur public...

Il conviendrait d'ailleurs mieux d'écrire : des curieuses relations du PS avec l'économie mixte à la française. Tout de même curieuse cette incapacité à la penser et même à la concevoir. Difficilement compréhensible que le parti, et partant le gouvernement, qui devraient porter un tel projet en aient une telle horreur. Ils sont là pour nous bassiner avec l'économie sociale et solidaire, celle qui permet si souvent aux copains d'acquérir prébendes et pouvoir, mais rien, jamais rien sur ce qui constitue le substrat de l'histoire économique de notre pays.

L'attitude envers les privatisations en montre clairement toute la portée. Comme on ne se paye plus que de mots avec Monsieur Hollande, il ne s'agit plus que de *cessions d'actifs publics*. Il y a des mots qui font peur, beaucoup plus que les actions. Alors, venons en au fait. L'État dispose encore de 67 milliards d'euros de participations dans des entreprises industrielles et de services. Quand on avance ce montant, il convient d'être prudent. Pour les sociétés dans lesquelles l'État n'a qu'une participation minoritaire, c'est le marché qui valorise l'entreprise. Or, pour beaucoup des fleurons, tel EDF ou Areva, les cours ont

été divisés par deux depuis 2009/2010. Ainsi Areva qui était estimée à 12 milliards en 2010 n'en *vaudrait* plus qu'à peine cinq aujourd'hui. Une cession dans ces conditions n'aurait rien de bien sérieux...

Sur 67 milliards de participations, on considère que 55 ne peuvent de toute façon pas être vendues parce que considérées comme stratégiques. Restent environ 12,5 milliards dont 3 seulement peuvent être cédés à court terme. Autant dire une misère compte tenu des besoins de trésorerie que la gestion calamiteuse de *l'univers euro* nous impose en terme de finances publiques. Ayrault a beau proclamer que l'argent tiré de ces cessions ne servirait *pas à boucher des trous* mais à procéder à des investissements d'avenir, tout un chacun sait que le principe de non-affectation des ressources interdit cela. En outre, il a eu la maladresse insigne d'indiquer qu'une partie des fonds récoltés iraient à la BPI. Comment ! On croyait ce dispositif, censément destiné à aider l'industrie, déjà financé. Ce n'est même pas le cas.

Cela en dit long sur la réalité de la volonté de nos gouvernants de faire repartir la production dans notre pays. Mieux encore, en cédant une

part de Safran - ex-SNECMA plus ancien constructeur de moteurs d'avions de la planète - le gouvernement se prive délibérément, pour sauver *Saint-Euro*, de leviers pour agir en terme de stratégie industrielle. La stratégie de réindustrialisation, Hollande et Ayrault s'en moquent ! Ce n'est pas le problème de leurs conseillers et amis banquiers. Ces derniers ne voient que le *goïnfrage* que permet une opération de mise sur le marché de titres par l'État. Aujourd'hui, la satisfaction des besoins les plus élémentaires d'un pays et de sa population passe bien après la satisfaction de vanité d'avoir un bon article dans le *Financial Times* ou un satisfecit des *têtes plates* du Club des Économistes.

Vieille histoire d'ailleurs que celle des socialistes et des privatisations. Le piètre Jospin, l'homme sans qualité, en avait produit pour 210 milliards entre 1997 et 2002. Et lesquelles ! Air France, les autoroutes ASF, le Crédit lyonnais, la CNP, le GAN, le CIC et pour partie Aérospatiale, France Télécom, etc. La liste donne le tournis. Pour nos libéraux même pas sociaux, il faut faire mieux que les gouvernements de droite, même s'il faut noter que le gouvernement Jospin était sur un rythme à peine

moins effréné que le gouvernement **sorti** d'Alain Juppé - 50 milliards en 18 mois. Les hiérarques qui peuplent aujourd'hui gouvernement et haute fonction publique sont les mêmes qu'à cette époque. Pourquoi auraient-ils changé ?

Pourquoi ? Parce que le monde a changé, parce que des crises sont survenues sur la crise qui dure depuis 30 ans. Tiens, ça nous ramène en 1983, année du basculement dans l'ultra-libéralisme. Entre temps, notre industrie a vu des pans entiers disparaître, l'économie réelle céder devant l'esprit de Friedmann-Las Vegas. Qu'en ont retenu tous ces gens ? Rien ! Strictement rien ! Rien appris et tout oublié. Tout ? Sauf évidemment ce qui les avantage ou les enrichit selon les cas. La porosité des élites - à l'argent, à l'influence ou au pouvoir - tue ce pays à feux de plus en plus poussés. Celui qui n'est pas convaincu après ce qui est advenu ces dernières années de la nécessité d'un État stratège, et donc doté de moyens pour cela, devrait encore réfléchir.

Alors ? Nous défendons l'économie mixte comme celle qui a fait la richesse de ce pays et a produit des avancées sociales depuis la Libération. Nous défendons un secteur public fort parce qu'il offre des leviers et des marges de manœuvre qui sont seules à même de sauver ce qui nous reste de secteur productif et de rebâtir les pans disparus dont nous avons un besoin crucial. Les socialistes seront toujours les *petits Chose* devant les puissances économiques, toujours à quémander un complément venu au mieux de cuisines au pire de voleurs.

« Celui qui se fait aussi petit que le ver de terre ne doit pas être étonné si on lui marche dessus. » Nos gouvernants ont l'air d'aimer cela, résolument. Nous moins.

Charles GUÉMÉNÉ

Double jeu

Le Pakistan donne des gages de démocratie mais il reste au cœur d'une situation géostratégique complexe à la veille des retraits occidentaux d'Afghanistan.

Comment Nawaz Sharif, vétéran de la politique pakistanaise, élu pour un troisième mandat le 11 mai, après quatorze ans d'éclipse, et son parti, la Ligue musulmane, héritière du fondateur du pays, Ali Jinnah, vont-ils gérer le départ des forces américaines de combat prévu fin 2014 ? On a abondamment glosé sur le **double jeu** pakistanais spectaculairement attesté lors de la découverte de la résidence d'Oussama Ben Laden à proximité du Saint-Cyr pakistanais en 2011. On admet généralement que ce double jeu correspond à une sorte de partage des tâches entre l'échelon civil et l'échelon militaire, et spécialement entre les services de renseignement et la classe politique.

Mais cette dernière n'est pas indemne : la Ligue musulmane, au pouvoir dans la province centrale du Pendjab (60 % de la population du Pakistan) avec le propre frère de Nawaz Sharif, sait composer avec les ferments extrémistes et djihadistes notamment au sud-Pendjab. Elle s'est arrangée pour le moment afin de diriger leur activisme vers l'extérieur (Karachi, Mumbai). La campagne de la Ligue musulmane n'a été troublée par aucun attentat, contrairement à celle des autres partis. Si un accord implicite est possible avec les talibans pendjabis, a fortiori l'est-il avec les talibans pachtoune (de la frontière nord-ouest), et plus encore afghans. Tout semble possible tant que la sécurité intérieure de l'État pa-

kistanais n'est pas directement en cause.

Islamabad pense ainsi pouvoir contrôler la mouvance conservatrice musulmane à travers toute la région, s'ériger en protecteur des autorités locales et nationales en Afghanistan et maintenir la pression au Cachemire. L'objectif permanent étant, on le sait, de bloquer toute avancée indienne. Le Pakistan doit impérativement continuer à se rendre indispensable aux Américains trop tentés ces dernières années de se rapprocher de New Delhi. Indispensable, y compris par son pouvoir de nuisance qu'il n'hésite pas à utiliser le cas échéant dans une stratégie asymétrique du faible au fort, car le déséquilibre va croissant entre Inde et Pakistan, économiquement, militairement et politiquement, en dépit de l'égalsation due à la possession mutuelle de l'arme nucléaire.

L'avenir afghan ne laisse pas de préoccuper le Pakistan. Celui-ci ne saurait évidemment admettre un éclatement ethnique du pays et une reprise à grande échelle de la guerre civile qui se répercuterait immédiatement au Pakistan voué à une **libanisation**. Mais une éventuelle victoire de ses amis et alliés talibans à Kaboul ne serait sans doute pas plus réjouissante : ils ne tarderaient pas à vouloir s'émanciper de la tutelle pakistanaise et à jouer de l'indépendance nationale, voire à inspirer de nouveaux mouvements internes au Pakistan. Un arrangement serait préférable. Les États-Unis maintiendront des bases jusqu'en 2024.

Reste le volet politique : une élection présidentielle est prévue en 2014. C'est là que l'entregent de Nawaz Sharif et de l'ISI (1) devrait trouver à s'employer. Les grandes manœuvres vont commencer. La Pakistan ne peut accepter que Karzaï et les Américains négocient avec des talibans en dehors de lui. Islamabad se veut au centre du jeu. La légitimité à la fois démocratique, libérale et conservatrice de Sharif doit l'aider à convaincre les internationaux de l'admettre à la table comme principal arbitre de toute solution politique.

Nawaz Sharif, traditionnellement porte-parole de la bourgeoisie d'affaires, ne peut se satisfaire du décrochage de l'économie pakistanaise par rapport au voisin indien. Il fera tout pour rééquilibrer la relation en regagnant une position de force. Une politique d'ouverture sur des bases purement bilatérales sera toujours contrée par les extrémistes des deux camps. L'instrumentalisation du pays dans la rivalité sino-américaine ne correspond qu'à la situation de faiblesse actuelle. Le Pakistan, durement secoué depuis l'affaire Ben Laden et l'anti-américanisme lié aux attaques de drones, fera tout pour recouvrer sa souveraineté et sa stabilité et retrouver la confiance des partenaires internationaux, toutes plus compromises les unes que les autres. La seule belle carte qu'il ait en mains est la carte talibane. C'est une carte maîtresse mais seulement s'il sait bien la jouer. Sinon elle se retournera contre son auteur. Casino royal !

Yves LA MARCK

(1) *Inter-Services Intelligence*, une des branches des services de renseignements du Pakistan.

BRÈVES

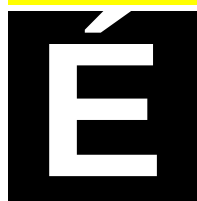
♦ **SERBIE** – Selon un sondage effectué par l'institut SAS Intelligence Agency, 39,7 % des citoyens seraient favorables à une restauration de la monarchie, 32,2 % seraient contre et 27,4 % n'ont pas d'opinion. C'est à Belgrade et parmi les personnes âgées que se situent les plus fortes réticences. En revanche la majorité des citoyens en Voïvodine et de Serbie centrale sont en faveur de la monarchie. Interrogés sur le prince héritier Alexandre, 94,2 % des citoyens ont entendu parler de lui essentiellement en raison du travail humanitaire qu'il accomplit.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** – Pour la première fois depuis quarante ans la reine ne se rendra pas au sommet du Commonwealth au Sri Lanka, en novembre prochain. À 87 ans, la souveraine réduit ses engagements publics et c'est son fils le prince Charles qui la représentera à cette réunion qui rassemble les 54 pays membres de l'association, anciennes colonies britanniques, dont seize ont toujours la reine comme chef d'État.

♦ **JORDANIE** – Lors d'une réunion avec les membres de la Chambre basse du Parlement, le roi Abdallah II a insisté sur la priorité de la modernisation et de la normalisation des travaux du Parlement pour atteindre le régime parlementaire qu'il souhaite. Dans son discours, le roi a réaffirmé la nécessité d'une véritable coopération entre les pouvoirs législatif et exécutif, condition sine qua non pour la réussite du processus de réforme de la Jordanie et la résolution des problèmes de pauvreté, du chômage et du développement. « *Notre peuple observe l'action des deux pouvoirs et c'est lui qui jugera de cette action* » a-t-il conclu en rappelant que « *la primauté du droit est le pilier le plus important de l'État, qui est la véritable garantie pour le processus démocratique et la sécurité des citoyens et la stabilité du pays* ».

♦ **ESPAGNE** – Suspension des poursuites contre l'infante Cristina, la fille du roi Juan Carlos, qui était soupçonnée d'avoir coopéré avec son époux, Iñaki Urdangarín, poursuivi dans une affaire de corruption. La Cour d'appel a estimé que les indices ne sont pas assez significatifs pour justifier une convocation et demande au juge de spécifier d'avantage l'infraction fiscale qu'aurait pu commettre l'infante. La décision de la Cour d'appel a provoqué une réaction de la Ligue anticorruption qui a appelé à une manifestation avec comme slogan « *Si tu n'étais pas infante, tu serais poursuivie...* ». Dès le début de cette affaire, le roi Juan Carlos avait pris ses distances avec son gendre et avait déclaré : « *La justice est la même pour tous.* »

Nos enjeux industriels



Économiste habitué de nos colonnes et des *mercredis de la NAR*, Jacques Sapir traite ici spécifiquement de la question de la désindustrialisation qui frappe notre pays depuis une dizaine d'années. Il est d'abord question des différents enjeux de la politique industrielle : géopolitiques, économiques mais aussi symboliques. Ensuite de la situation industrielle, des mesures prises par le gouvernement et de celles qui seraient nécessaires.

■ Royaliste : Parlons d'abord des enjeux de la situation industrielle.

Jacques Sapir : La politique industrielle a des enjeux matériels évidemment, mais aussi des enjeux géopolitiques et idéologiques ou plutôt d'ordre symbolique.

■ Royaliste : Quels enjeux géopolitiques ?

Jacques Sapir : Le poids de l'industrie dans le PIB représente un facteur de puissance mais aussi un facteur d'influence. Il est très clair que la France doit maintenir des niches industrielles là où elle a un niveau d'excellence reconnu - ce qui va devenir de plus en plus difficile - notamment dans les secteurs de pointe : l'aéronautique, le spatial mais aussi le traitement de l'eau, les biotechnologies ou le domaine du luxe. Airbus reste dans la représentation des autres pays essentiellement comme un projet franco-allemand et même plutôt français. C'est encore plus vrai quand un pays va acheter le *Rafale* - je pense à l'Inde. Derrière ce contrat, on voit une montée en puissance de l'influence française en Inde, influence tout à fait patente depuis les années 50, moment où l'Inde a décidé de compenser sa relation avec la

Grande-Bretagne par une relation avec l'URSS et avec la France qui a pu compter sur l'Inde comme pays acquéreur de sa technologie militaire.

Le poids de l'industrie est aussi très important pour l'image de notre pays. Aujourd'hui, une partie de la dégradation de l'image de la France au niveau mondial est le reflet de la dégradation de ses capacités industrielles : on le voit très bien avec l'Amérique latine et l'Asie. Bien sûr, il y a des secteurs sur lesquels nous pouvons continuer de nous appuyer, mais malgré tout il y a un phénomène de rétraction et la France est concurrencée dans ses domaines d'excellence par d'autres producteurs, en particulier par les Canadiens dans le domaine ferroviaire ou la Chine dans le BTP, sans parler de l'Allemagne.

■ Royaliste : Venons-en aux enjeux symboliques.

Jacques Sapir : Les Français on fait des efforts considérables pour développer leur industrie après 1945. On oublie trop que le véritable **miracle** de l'après-guerre a été l'industrialisation de la France et de l'Italie et non pas la croissance allemande, pays qui était déjà la principale puissance industrielle d'Europe avant-guerre et

qui a bénéficié d'une aide massive des États-Unis et de la partition de son territoire avec la future Allemagne de l'Est. Ces efforts ont structuré l'imaginaire de plusieurs générations. C'est pourquoi la désindustrialisation est vécue comme une blessure symbolique insupportable par une partie de la population qui n'est pourtant pas directement concernée, au-delà de la blessure **réelle** qui affecte la classe ouvrière. Il y a une majorité absolue de Français qui considèrent que la désindustrialisation est un phénomène qui va du négatif au très négatif. D'une certaine manière, la désindustrialisation peut remettre en cause, non pas l'existence, mais le statut de la France au niveau international.

■ Royaliste : Quelle est aujourd'hui la situation de l'industrie française ?

Jacques Sapir : Tout d'abord, il y a une rétraction de l'industrie pour l'emploi : on a perdu un million d'emplois directs en dix ans. Mais on doit aussi mesurer le phénomène avec les emplois induits. Pour un emploi industriel détruit, il y a, dans une zone d'environ 50 à 60 kilomètres alentour, de 2,5 à 4 emplois qui seront détruits dans les 18 mois à 2 ans. Le phénomène multiplicateur est

donc extrêmement important. Il faut aussi souligner la dissymétrie entre la disparition rapide des emplois associés et le processus de recréation d'emplois, qui se fait plutôt sur une échelle d'une dizaine d'années. C'est assez simple à comprendre : quand des emplois industriels sont détruits, il n'y a pas seulement des gens qui sont en sous-traitance : il y a du revenu en moins et cela a immédiatement un impact sur les services.

Autre phénomène, encore plus inquiétant : la baisse spectaculaire du taux de marge pour les entreprises industrielles. En 2002, elles avaient un taux moyen de 37 % de la valeur ajoutée, ce qui était supérieur à la moyenne des entreprises non financières, qui se situe autour de 34 %. Aujourd'hui, le taux moyen est tombé à 20 % : c'est le signe absolument indiscutable d'un problème de compétitivité. On voit bien que les entreprises industrielles sont soumises à des contraintes internationales avec un accroissement très fort de la compétition et de la concurrence.

La part de la production industrielle dans le PIB diminue aussi : nous sommes aujourd'hui à 12,5 %, même si une partie de cette baisse est un pur phénomène comptable qui est dû à l'externalisation des services dans le cadre de la sous-traitance. Néanmoins, en admettant que le périmètre soit resté inchangé, il y aurait eu de toute manière **une baisse non négligeable** de la part de la production industrielle dans le PIB.

■ Royaliste : Pourtant notre productivité est excellente ?

Jacques Sapir : La France a réalisé depuis les années 1950 des efforts considérables de modernisation de son appareil productif. Ceci explique une part des gains de productivité. Mais la pression sur les travailleurs est aussi une des raisons de cette hausse de productivité. Cette pression a aussi fortement augmenté au fur et à mesure que la pénibilité physique du travail industriel diminuait, en particulier à partir de la fin des années 1980. Le **stress au travail** est aujourd'hui une cause majeure des dépenses de la sécurité sociale. En extrapolant des études réalisées sur la Suède et la Suisse, on peut estimer son coût à 3 % du PIB chaque année. Le résultat est aujourd'hui une productivité horaire plus élevée en France qu'en Allemagne.

Mais il faut regarder comment on glisse de la productivité à la compétitivité. La productivité, selon le mode de calcul le plus usuel, est le rapport entre la valeur ajoutée produite pendant un an et le nombre d'heures de travail. La compétitivité c'est autre chose. Un produit l'emporte-t-il sur ses concurrents par son prix ou par sa qualité ? Très souvent par la combinaison des deux. Le problème, c'est que cette compétitivité se juge invariablement selon le coût salarial unitaire, corrigé du niveau de qualité.

Le coût salarial unitaire c'est : salaire + charges divisé par la productivité pour une unité de travail. En Chine on peut avoir un coût unitaire nettement plus avantageux, même si la productivité est beaucoup plus faible mais en hausse rapide. On y est passé d'une productivité qui était de 10 % de celle des pays développés à 45 - 55 % aujourd'hui, suivant les secteurs et les branches. Les salaires sont restés de 20 à 25 % des salaires moyens dans les pays développés. Les productions chinoises sont devenues massivement compétitives. C'est vrai aussi pour l'Inde, le Vietnam, etc.

On voit que le problème de la compétitivité est essentiellement aujourd'hui celui de la compétitivité-coût. Se pose le problème du coût du travail, des niveaux de taux de change avec les pays qui ne sont pas dans la zone euro et la politique allemande qui a délibéré-

ment construit son avantage par rapport aux autres pays européens. Toutes les réformes faites entre 2002 et 2004 en Allemagne ont abouti en fait à une baisse des coûts pour les entreprises de 10 à 14 % suivant les secteurs.

■ Royaliste : Pourquoi n'en faisons-nous pas autant ?

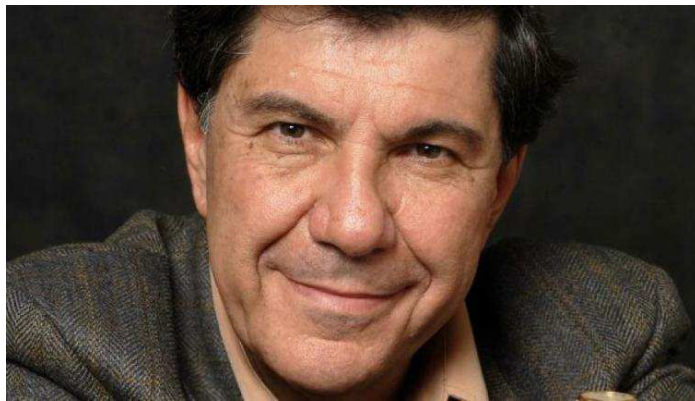
Jacques Sapir : Le problème est que si tous les pays d'Europe se mettent à imiter l'Allemagne, c'est la catastrophe. Elle n'a pu mener cette politique que parce que les autres pays n'agissaient pas comme elle. Le vrai problème est le cadre monétaire. Il y avait avant une méthode très simple pour reconstituer sa compétitivité sans s'imposer des politiques déflationnistes : c'était la dévaluation. Mais elle est impossible dans le cadre de l'euro. Aujourd'hui, l'économie française est coincée à la fois en compétitivité hors de la zone euro, par la hausse de l'euro par rapport au dollar et au yen, mais aussi à l'intérieur de la zone.

■ Royaliste : Comment réagit le gouvernement ?

Jacques Sapir : Le gouvernement a pris conscience de cette situation. Il a demandé à Louis Gallois de faire un rapport qui a dit que la cote d'alerte était atteinte et que l'on ne pouvait plus accepter la poursuite de ce mouvement de désindustrialisation. Dans ce rapport, il y a une question sous-jacente qui est posée et par moments apparaît même ouvertement : c'est celle du taux de change. Il dit à plusieurs reprises que ce problème existe à la fois hors de la zone euro et à l'intérieur.

■ Royaliste : Quelles sont les mesures qui ont été prises ?

Jacques Sapir : D'abord le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, mécanisme assez complexe et absolument pas ciblé sur les PME. Il représente une baisse du coût du travail très faible, entre 2,7 et 2,9 % en fonction des entreprises. Si on voulait retrouver le niveau de 2001-2002, il faudrait une baisse de 15 à 16 %. Ce n'est pas du tout au niveau de ce qui est nécessaire. En outre, c'est d'abord une aide à l'emploi puisqu'on prend en compte la part dans la masse salariale des salaires compris entre 1 et 2,5 fois le SMIC. Il aura très certainement des effets positifs sur la trésorerie des entreprises mais la situation générale ne va pas s'améliorer.



■ Royaliste : Qu'en est-il de la Banque publique pour l'investissement ?

Jacques Sapir : Il y en avait déjà une avec Oséo. On a rassemblé les mécanismes d'Oséo et on en a ajouté d'autres. Cela aura un faible impact pour deux raisons. D'abord, cette banque veut aujourd'hui avoir le même taux de profit que la moyenne des banques privées : elle ne reconnaît pas les opérations qui pourraient être faites sans profit. Ensuite, le délai de retour sur investissement voulu est très court : 2 à 3 ans, parfois moins.

Là encore, la BPI va représenter un ballon d'oxygène pour les entreprises qui n'en ont pas besoin parce qu'elles sont déjà rentables. Cela va permettre d'accroître cette rentabilité. Ce n'est pas totalement idiot, car ces entreprises vont se développer plus vite à l'exportation. Pour les autres, qui sont la majorité, il faudrait pouvoir engager des capitaux avec des délais de retour sur investissement très longs de 5 à 10 ans et accepter, au moins au départ, des taux de rentabilité très faibles, voire nuls. On voit tout de suite qu'il y a là un blocage !

■ Royaliste : Qu'y a-t-il pour l'innovation ?

Jacques Sapir : Les mesures d'incitation à l'innovation sont une constante en France : nous avons par exemple les *pôles de compétitivité* mais ils sont limités par les instruments qui sont utilisés : le principal est la fiscalité, qui est le moins efficace avec un taux inférieur à 1 selon l'INSEE.

■ Royaliste : Dernière mesure ?

Jacques Sapir : La flexibilisation du marché du travail. Ce sont des mesures qui vont se traduire essentiellement par des baisses de revenus pour les salariés et ceci sans réelle contrepartie pour les entreprises

au-delà de deux ans. Va-t-on arriver à la situation allemande avec ses 8 millions de travailleurs pauvres ? On nous dit : « *si ça a marché en Allemagne, ça marchera en France.* » Sauf que le contexte n'est pas du tout le même. Nous pouvons observer les politiques de baisse de salaires en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce : nous savons qu'elles font baisser la demande globale. Il faut donc se demander si la demande mondiale pourrait venir compenser la demande européenne. On voit que non. La croissance chinoise ralentit et la demande américaine est relativement stagnante.

■ Royaliste : Alors, quelles seront les conséquences ?

Jacques Sapir : Cela va accélérer le mouvement de contraction du PIB et d'ailleurs j'ai montré à plusieurs reprises que le gouvernement était fou de prévoir une croissance de 0,8 % pour 2013. Aujourd'hui, il admet que cette croissance sera de 0,1 % et le consensus des économistes place la barre plutôt vers - 0,3 ou - 0,4 %. La différence de prévision est de 1,2. Le mouvement de contraction aura des conséquences extrêmement graves sur le déficit et sur la dette.

■ Royaliste : Pour conclure ?

Jacques Sapir : La seule mesure qui serait cohérente consisterait à faire une dévaluation de 20 à 25 %. L'impact serait extrêmement positif sur l'économie française. Sauf que pour cela, il faudra sacrifier le tabou de l'union monétaire, et donc de l'euro. Nous voyons bien que, pour l'instant, le gouvernement n'y est pas résolu.

Propos recueillis par
Pascal BEAUCHER

Une montée en puissance

La guerre civile en Syrie, le désordre irakien et la crise de la zone euro placent la Turquie dans une situation incertaine ou dangereuse que le gouvernement veut maîtriser par le dynamisme de l'économie et de sa diplomatie. Pour faire le point, un excellent numéro d'*Hérodote*.⁽¹⁾

Ce qui est immédiatement visible en Turquie : la montée en puissance d'une économie qui occupe le 17^e rang mondial. En dix ans, le PIB a augmenté de 25 % et l'activité se développe fortement en Anatolie, surtout dans les provinces d'Ankara, de Konya et de Kayseri. La diversification géographique s'accompagne d'une diversification technologique avec une forte progression des productions de haute technologie. Le commerce extérieur est très dynamique : les exportations ont été multipliées par quatre en dix ans, en nette réduction vers l'Union européenne (57 % en 2002, 38 % en 2012) et avec une forte augmentation vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Ce basculement est en phase avec la politique extérieure de la Turquie comme le montre Seyfettin Gürsel.

La société turque est, elle aussi, en évolution. La bonne santé démographique s'accompagne d'un développement important de l'éducation et de transformations dans la structure sociale. Une classe moyenne est apparue et la nouvelle bourgeoisie engrange de confortables profits mais, à l'encontre des vieux schémas, on constate que les jeunes gens cultivés de la nouvelle classe moyenne soutiennent l'AKP et qu'une fraction im-

portante de la nouvelle bourgeoisie industrielle professe un conservatisme religieux qui correspond aux vues de ceux qu'on appelle à Paris les **islamistes modérés**.

Mais il existe aussi une classe moyenne et une bourgeoisie acquises aux valeurs séculières, qui s'affirment dans un champ culturel qui leur est propre. « Ainsi, écrit Nora Seni, se déploient dans la Turquie contemporaine deux univers distincts avec leurs valeurs, leur imaginaire, leurs représentations. [...] Bien qu'étrangers l'un à l'autre, ces deux univers interagissent, sont poreux, perméables. Se diffusent de l'un vers l'autre tout à la fois systèmes de pensée, modes, normes esthétiques et comportements » ... sans qu'on sache encore si les convergences l'emporteront sur la polarisation que souhaite pour sa part l'AKP - qui a durci sa ligne politique.

Les relations internationales de la Turquie sont dans la logique d'une puissance qui s'affirme et qui veut accroître son influence - en référence à une histoire ottomane qu'il ne s'agit certainement pas de reproduire puisque cela impliquerait l'impossible reconquête militaire des territoires perdus. Il y a d'ailleurs du conservatisme dans cette politique : ancien rempart occi-

dental face à l'Union soviétique, la Turquie reste délibérément dans l'Otan et elle a accepté en 2012 que des missiles *Patriot* soient déployés sur son territoire.

Cela ne signifie pas que la Turquie soit inféodée à Washington : on se souvient que son Parlement avait refusé le transit des troupes américaines vers l'Irak. Surtout, la Turquie, qui s'est éloignée d'Israël comme on l'a vu en 2009 lors de l'affaire de la flottille pour Gaza, mène une diplomatie très active au Moyen-Orient : présente en Irak et fort intéressée par les ressources pétrolières de ce pays, elle a tenté de pousser ses pions en Égypte et en Tunisie lors des révolutions arabes mais se trouve impliquée dans la guerre civile en Syrie.

Alors qu'on pouvait craindre il y a quelques années une intervention militaire turque dans la région autonome du Kurdistan irakien, Ankara s'est rapproché d'Erbil qui est en conflit avec Bagdad sur la question de l'exploitation des ressources pétrolières : les Kurdes d'Irak veulent exporter le pétrole et le gaz vers la Turquie, qui s'en trouve bien... mais qui est du coup engagée dans une confrontation internationale - les États-Unis sont partie prenante - qui peut mal tourner comme l'explique Seda Kirdar. Il faut à

cet égard souligner un fait positif, survenu après la publication du numéro d'*Hérodote* : le 8 mai, dans le cadre du processus de paix, les combattants du PPK ont amorcé leur retrait du territoire turc en direction de leurs bases dans le Nord de l'Irak.

La question chypriote est longuement exposée par Pierre Blanc qui rappelle que le gouvernement AKP avait accepté le plan de réunification de l'île avant son entrée dans l'Union européenne en 2004. Soumis à référendum dans les deux parties de l'île, ce plan fut accepté par les Chypriotes turcs mais rejeté par les Chypriotes grecs...

L'Union européenne reste le principal partenaire de la Turquie qui a déposé sa demande d'adhésion à la CEE en 1963 et qui a subi les lenteurs bureaucratiques de Bruxelles, les retards voulus par ceux qui estiment que la Turquie n'est pas ni ne saurait être en Europe. Pour de basses raisons électorales, Nicolas Sarkozy avait manifesté son hostilité à la Turquie. Traditionnellement francophone, les Turcs se sont sentis rejetés et leur gouvernement a constaté avec dépit que ses efforts en vue de l'adhésion à l'Union européenne étaient méprisés. Le délitement de l'Union et la crise terminale de la zone euro incitent la Turquie à s'affirmer au Moyen-Orient, comme on l'a vu, mais aussi en Asie centrale et dans les Balkans tout en développant à l'intérieur et à l'extérieur un projet industriel ambitieux.

La France est absente de ce vaste tour d'horizon - hormis les évocations de l'hostilité sarkozienne qui ont fait perdre beaucoup de temps à la France et à l'Europe, dont la Turquie fait historiquement partie.

Yves LANDEVENNEC

 (1) Revue *Hérodote* - « Géopolitique de la Turquie », n° 148, 1^{er} trimestre 2013, prix franco : 23,50 €.  **Achat immédiat**

Hollande, Dieu et la République

Singulier angle d'attaque ? Les politologues n'ont pas, dans ce pays, l'habitude d'interroger les hommes d'État à partir de leurs convictions religieuses. Laïcité oblige ? Peut-être, encore que cette notion typiquement française pourrait faire l'objet d'une véritable psychanalyse. Il est certain que l'on voit mal nos dirigeants commenter en direct les Écritures, à l'exemple d'une Angela Merkel qui excelle dans l'exercice sans que quiconque, en Allemagne, y trouve à redire. Cela n'empêche pas que la religion s'invite sans cesse dans nos débats, ne serait-ce que par le détour de cette laïcité qui a pour fonction de réguler les relations de l'État avec les cultes. Nicolas Sarkozy se passionnait pour le sujet, au point d'en faire un livre lorsqu'il était encore ministre de l'Intérieur. Son insistance sur le passé chrétien de la France, avec un discours provocateur au Latran, en a indisposé plus d'un à gauche. La tentation était vive de lui répliquer sur un mode agressif. L'annonce par François Hollande de l'intégration de la loi de 1905 dans la Constitution correspondait à une volonté de revenir à une conception plus classiquement républicaine. Elle n'en était pas moins complètement inadéquate et techniquement impossible. Le candidat socialiste s'était un peu vite avancé sur un terrain dangereux. Révérait-il ainsi ses convictions intimes ?

C'est à répondre à cette question que Samuel Pruvot s'est attaché, en menant une enquête très ciblée auprès d'une cinquantaine d'interlocuteurs, certains très proches de François Hollande. Le sujet n'était pas facile, le président de la République étant particulièrement rebelle aux confidences sur ses convictions personnelles. Notre ami Luc de Goustine, interrogé par l'auteur, explique cela par un **système de défense** : « *Peut-être cache-t-il ce qu'il a de meilleur. Je crois qu'il redoute par-dessus tout d'être percé à jour car son monde intérieur semble un peu étrié.* » Cette attitude ne correspondrait pas à un a priori idéologique, anticlérical ou maçon. Pour avoir rencontré le jeune énarque dès 1981, Luc a appris à le connaître : « *François Hollande ressemble à un croyant refoulé. Il fait comme si la religion n'existait pas.* » Je ne puis m'empêcher de le comparer à son mentor en politique, son prédécesseur François Mitterrand. Le cardinal Lustiger m'avait confié que lorsqu'il le rencontrait à l'Élysée, Mitterrand le mettait directement sur le terrain religieux et métaphysique, ce qui ne pouvait que capter la bienveillance de l'archevêque de Paris. Il en allait tout autrement avec Jacques Chirac, alors maire de la capitale, à qui toute intrusion dans ce domaine aurait été insupportable. Peut-être est-ce une des raisons de la proximité des deux Corréziens, intellectuellement complices et trouvant leur référence commune dans le souvenir du bon Henri Queuille.

Pourtant, François Hollande a été élevé dans des sentiments religieux, notamment par sa mère qui avait une sensibilité catholique de gauche. Il a quand même fréquenté à Rouen l'école des Frères des écoles chrétiennes pendant une dizaine d'années. En aurait-il gardé un si mauvais souvenir que le prétend son biographe Serge Raffy ? L'intéressé se garde bien

d'évoquer ce passé. Sans doute peut-on retenir le verdict du même Raffy : « *François Hollande a une culture catholique et il en est imprégné. Plus tard, il est devenu athée. C'est une chose dont il parle très peu. Il s'est éloigné de la religion catholique comme il s'est éloigné des positions politiques de son père.* » La seule confession publique qu'on lui connaisse à ce propos, il l'a faite à Jean-Yves Boulic, au demeurant spécialiste des questions sur l'essentiel avec les politiques de tous bords : « *Je suis arrivé à un point où ce qui s'impose, c'est plutôt la conviction que Dieu n'existe pas, que le contraire.* » La conclusion que Samuel Pruvot en tire a une portée générale, car elle rend compte d'une attitude devant la vie et la chose publique elle-même : « *Agnostique pour lui-même, mais contraint de reconnaître l'existence des religions dans la sphère publique, il s'est forgé une politique de l'agnosticisme.* » Ou encore, ce jugement qui clôt l'essai : « *La politique de l'agnosticisme repose sur le doute et non sur la foi.* » Faut-il entendre par-là une préférence pour le pragmatisme ? Sans doute. François Hollande n'est pas obsédé par la Vérité, il pense qu'il y a des vérités, et elles peuvent être successives lorsque les circonstances changent la donne.

par Gérard Leclerc



Cela ne veut pas dire que ce praticien du consensus n'est pas disposé à forcer un peu les choses. Post-moderne, même s'il n'était pas un militant fanatique des réformes sociétales, il les a adoptées ne trouvant pas en lui d'obstacle métaphysique à certaines transgressions. Il fera donc adopter le mariage homosexuel, l'euthanasie ou la recherche sur l'embryon. Dès lors que toutes les promesses sociales ont été abandonnées pour cause d'austérité budgétaire et d'alignement européen, il ne reste que celles qui ne coûtent rien au budget de la nation mais s'accordent avec une certaine *branchitude*, l'idée d'une évolution irrépressible de la société et des mœurs, qui consonne avec la rhétorique du progrès et de l'élargissement des droits. Le président hésite à propos de la liberté de conscience laissée aux maires ? Les associations, auxquelles la gauche recyclée doit une bonne part de sa coloration idéologique, auront tôt fait de le ramener

dans le droit chemin.

Jusqu'où cette politique de l'agnosticisme peut-elle mener ? À l'Élysée, il se trouve un conseiller très estimé, qui fait entendre un discours à l'opposé du courant dominant, c'est le breton Bernard Poignant que François Hollande garde précieusement auprès de lui, peut-être parce qu'il est l'interprète d'une autre France et de ses traditions profondes. Il lui rappelle notamment l'enracinement religieux de Mitterrand, pèlerin de Vézelay : « *François, la présidence, ce n'est pas remplacer Sarkozy. C'est succéder à la longue chaîne des rois, des empereurs et des présidents.* » C'est peut-être aussi porter attention au fait religieux autrement que dans le champ des forces sociales. Le Président de la France pourrait-il s'identifier à ce terrible M. Ouine, surgit de l'enfer bernanisien comme le craint le philosophe Thibaud Colin : « *Je suis vide... Je me vois maintenant jusqu'au fond, rien n'arrête ma vue, aucun obstacle. Il n'y a rien.* » Mais à suivre cette voie-là, on est un peu pris de vertige. C'est dès la Première Guerre mondiale que Bernanos avait montré la faillite de l'univers rationaliste et scientifique de la République de Ferry. Pourtant, Hollande autant que Vincent Peillon (et Chirac avant eux) demeurent accrochés à ce moment, pour eux fondateur de la France moderne. Et puis encore, s'écartant de son imprudence de campagne, le nouveau Président décore Émile Poulat de la Légion d'honneur à l'Élysée, se rangeant sans plus d'objection à la laïcité prudentielle de l'historien. Fragilisé de tous côtés, François Hollande n'a pas fini de subir l'épreuve tragique d'un pouvoir qui vous oblige à aller au-delà de vous-même. ■

■ Samuel Pruvot - « *François Hollande, Dieu et la République* », Salvator, prix franco : 21 €.

Achat immédiat

Juliette des esprits

Juliette Récamier, muse, icône incontournable et incomparable du début du XIX^e siècle, l'était d'une façon qui ne serait pas envisageable de nos jours : nonchalante et peu productive.

Si elle demeure un référent intellectuel, elle n'a jamais écrit à la différence de son amie Germaine de Staël, s'illustrant principalement dans le perfectionnement de l'amitié entretenue, selon les termes de Goethe, par « la pensée (qui) s'agrandit lorsqu'elle se développe devant une intelligence de marque. »

Elle fut une icône mais également un mystère pour ses contemporains. Contractant à quinze ans un mariage blanc avec un riche banquier de 27 ans son aîné qui fut l'amant de sa mère et dont la rumeur avançait qu'il était peut être son père, l'épanouissement sentimental lui fut comme proscrit dès l'aube de sa vie. En même temps, son mari, peu encombrant, fut aussi un obstacle idéal à tout engagement. « Mon cœur me paraissait fait pour aimer et pour souffrir et, n'aimant rien et ne souffrant que d'indifférence, je trouvais presque que je manquais ma destination » regrettait-elle. Germaine de Staël se plaindra : « Pourquoi êtes-vous à la fois une si séduisante et légère personne, une personne si généreuse et qui se passe si bien de ceux qu'elle sauve ? » Juliette Récamier possédait cette intime assurance qui seule donne la véritable indépendance.

Harcelée de déclarations d'amour et de prétendants, il

est probable que Juliette ne céda à aucun et selon les mots de l'écrivain Pierre-Simon Ballanche, un de ses plus fidèles admirateurs, se consuma dans la solitude jusqu'à sa rencontre avec Chateaubriand, à l'orée de la quarantaine. Sur sa vie privée, Juliette Récamier a cultivé le secret, brûlant nombre de lettres et exigeant la même chose des récipiendaires de ses missives.

Sa célébrité s'est construite autour des rapports qu'elle entretenait avec l'élite intellectuelle de son époque d'avantage que pour sa pensée ou sa production épistolaire. Chateaubriand, Germaine de Staël, Benjamin Constant, le prince Auguste de Prusse, Mathieu de Montmorency ont figuré parmi le cercle ultra fidèle de ses intimes qui l'entoureront de leur affection et de leur dépendance durant des décennies.

Douce et bonne avant d'être (très) belle, ainsi qu'aimaient à la décrire ses amis, elle était l'élément apaisant des joutes politiques et intellectuelles qui animaient ses salons courus du Tout-Paris, qu'elle va tenir très tôt et ce jusqu'à la fin de sa vie. Apaisante jusqu'au consensuel, la douceur de l'icône pouvait irriter. Prosper Mérimée lui reprochait « de n'avoir jamais eu de ces haïnes vigoureuses qu'il faut avoir à l'occasion. Elle trouvait tout bien ou du moins

louait tout le monde. » Cependant, cela lui permit de perfectionner l'amitié au rang d'art suprême. Mérimée expliquait ainsi l'ultime secret de sa séduction « *elle vous disait que vous étiez l'homme le plus extraordinaire de sa suite. Sa manière de parler était calculée (...) elle ne pensait qu'à mettre un lion de plus dans sa ménagerie.* » On peut aussi avancer qu'elle mettait ses interlocuteurs « *au-dessus d'eux-mêmes* ».

Elle ne manquait cependant pas de caractère. Fervente monarchiste, elle maintiendra ses distances avec Napoléon jusqu'à l'exil qui lui est imposé (toutefois moins violent que celui de Germaine de Staël). Fuyant la violence et l'opportunisme de l'Empire, le petit monde de Juliette s'est expatrié quelque temps chez Germaine de Staël à Coppet, sur les bords du lac de Genève, « *un coin de terre où s'étaient réfugiées à la fois la politesse et l'élégance des anciennes mœurs françaises, l'indépendance de la pensée, les idées généreuses du patriotisme et de la liberté.* » Ce phalanstère tint tête à un pouvoir, engoncé dans ses contradictions entre Révolution et Empire. Selon Maurice Levaillant, Napoléon « *descendait par Robespierre de Louis XIV et de César* » et Germaine « *était la fille de Mirabeau, de Rousseau et de Montesquieu. Il s'enivrait de grandeur et elle de liberté.* »

L'amitié fervente de Juliette et de Germaine est au cœur de cette biographie : « *Cet esprit mâle et fort qui dévoilait tout et cet esprit délicat et fin qui comprenait tout (...) tout cela formait une réunion qu'il est impossible de peindre sans avoir eu le bonheur d'en être témoin soi-même* » soulignait Benjamin Constant. Elles sont en effet très différentes l'une de l'autre : Germaine, née Necker, écrivait, jugeait, faisait de la politique, elle était en revanche une ingénue sur le plan sentimental et poursuivait ses amants de ses assiduités.

Au cours de la seconde partie de sa vie, la muse de salon a porté à bout de bras l'ego, voire l'hubris du bourbonniste-républicain Chateaubriand. Après avoir été fêté et couvert de femmes, l'Enchanteur souffrait de vieillir et de voir, à la Restauration, les monarchistes demeurés fidèles moins bien traités que la plupart de ceux qui avaient servi l'Empire, dont Talleyrand et Fouché restaurés par Louis XVIII. Juliette demeura envoûtée par l'écrivain politicien diplomate pendant les trente dernières années de sa vie car « *il excédait les limites que se donnent la plupart des hommes* » (Daniel-Rops).

Infidèle, il ne manquait pas de revenir inlassablement vers elle en écrivant dans ce fameux passage de *La Vie de Rancé* « (...) *il est une exception à cette infirmité des choses humaines ; il arrive quelquefois que dans une âme forte, un amour dure assez pour se transformer en amitié passionnée, (...) alors il perd sa défaillance de la nature et vit de ses principes immortels.* » Ils mourront à quelques mois d'écart après avoir partagé « *un crépuscule des dieux solidaire* ».

Kristine MASSA

📖 Catherine Decours - « **Juliette Récamier - L'art de la séduction** », Perrin, 560 pages, prix franco : 26 €. 

Souscription

Lancée il y a quinze jours, dans notre précédent numéro, notre souscription n'a pas encore vraiment démarrée en raison notamment des divers jours fériés qui ont émaillé la période.

Cela ne m'empêche pas de vous rappeler son urgence : il nous reste à peine un mois et demi pour rassembler la somme nécessaire à l'équilibre de notre budget.

Je compte sur vous...

Yvan AUMONT

Faire un don

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Nous engageons vivement ceux de nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01 42 97 42 57) nous vous enverrons la documentation nécessaire qui est également [téléchargeable sur notre site internet](#).

Nous ne demandons pas à nos adhérents d'être d'accord à 100 % avec toutes nos prises de position mais seulement de signer notre *Déclaration de principes*.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● Mercredi 29 mai - Parce qu'elle détient les moyens de la dissuasion nucléaire, parce qu'elle accomplit de très nombreuses opérations extérieures, l'armée française remplit une mission essentielle pour le service de la nation. Dans leur très grande majorité, les citoyens français aiment leur armée que les gouvernements successifs emploient parfois de manière inconsidérée mais qui démontre dans tous les cas son efficacité. Or la droite et la gauche réduisent constamment les crédits militaires comme si le ministère de la Défense n'était pas différent des autres.

Historienne, Catherine DURANDIN décrit dans un livre récent « **Le déclin de l'armée française** ». Menacée par les comptables de Bercy et par la privatisation croissante de la guerre, notre armée est en proie à un profond malaise. Peut-elle retrouver les moyens qui lui permettront d'accomplir sa mission ? Et selon quelles perspectives politiques ?

● Mercredi 5 juin - À écouter le discours politique dominant, la Troisième République serait manifestement celle que tout le monde préfère ! Elle a ses figures emblématiques (Jules Ferry), ses valeurs (laïques), son âge d'or (avant 1914)... Ce serait sympathique, si l'apologie de la (III^e) République, masculine, colonialiste et bourgeoise, n'avait pas coïncidé avec la montée en puissance de l'oligarchie.

Historien, directeur d'études à l'EHESS, Christophe PROCHASSON nous présentera le travail d'une équipe de chercheurs qui a voulu faire la « **Contre-histoire de la III^e République** », en évitant les pièges de la mythification comme ceux de la démolition pamphlétaire. Les institutions, la laïcité et la morale officielle, les classes sociales et les logiques d'exclusion, la

politique coloniale, le rapport aux religions ne sont pas examinés comme éléments d'un modèle à reproduire mais comme autant de pages d'une histoire qui est sans cesse à repenser.

● Mercredi 12 juin - Professeur émérite de l'université Paris 1, ancien directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française, Jean-Clément MARTIN a publié une *Nouvelle histoire de la Révolution française* qui est centrée sur « **L'expérimentation révolutionnaire** ». Celle-ci commence bien avant 1789, avec les réformes que le pouvoir monarchique impose à la société ; elle trouve son prolongement dans les mouvements contestataires des nobles et des parlementaires avant d'éclater dans les insurrections qui instituent la représentation nationale puis qui mettent fin à la monarchie. Commence alors la tentative de refondation, violente et tragique, qui se termine par l'exécution de Robespierre.

La Révolution ne se réduit pas à un seul projet, elle n'est pas l'œuvre d'un seul groupe ni le résultat d'une seule pensée. Rationnelle et irrationnelle, peut-on considérer qu'elle a fondé la modernité ?

ADHÉRENTS

En prévision de l'augmentation sensible de notre loyer dans nos futurs locaux, nous avons sollicité tous ceux qui règlent leur cotisation par virement automatique, et qui ne l'on pas revalorisée depuis longtemps, de le faire, ne serait-ce que de quelques euros. Merci de répondre à cet appel.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

D'autre part, afin que nous puissions trouver de nouveaux lecteurs nous vous incitons à ouvrir votre carnet d'adresses et de nous transmettre celles de vos amis ou parents qui pourraient être intéressés (ou surpris...) par la lecture de *Royaliste*.

Demande d'abonnement d'essai

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées et **bénéficier d'un abonnement de trois mois gratuit**, remplissez le bulletin ci-dessous

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation et un abonnement gratuit de trois mois. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Non à l'esclavage !

Lors de la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions, le président de la République a prononcé de fortes paroles sur « l'impossible réparation » et sur la lutte à mener contre le racisme. C'était le 10 mai. Beaucoup, ce jour-là, avaient encore à l'esprit la catastrophe de Dacca, survenue le 24 avril : 1120 travailleurs du textile sont morts à la suite de l'incendie et de l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza où étaient installés leurs ateliers. Il ne s'agissait pas d'un fait isolé : le 24 novembre 2012, 112 personnes avaient péri dans l'incendie de l'usine de textile Tazreen Fashion, également dans la banlieue de Dacca et l'on estime que, depuis 2005 au Bangladesh, deux mille travailleurs employés dans ce secteur ont été tués et plusieurs milliers blessés à cause de leurs effroyables conditions de travail.

Nous sommes donc confrontés à l'une des formes actuelles de l'esclavage : en Asie, en Afrique mais aussi en Europe des hommes et des femmes travaillent enfermés dans des ateliers, reçoivent des salaires de misère, sont maltraités lorsqu'ils protestent. Lors de la commémoration du 10 mai, le président de la République aurait dû réagir. Non pour exprimer sa compassion, dont les esclaves modernes n'ont que faire, mais pour annoncer les premières mesures destinées à mettre fin à cette situation intolérable.

Car il y a des responsables, ces responsables sont coupables et ces coupables sont connus. Ce sont les *donneurs d'ordre*, autrement dit les entreprises américaines et européennes qui passent les commandes à très bas

prix aux ateliers du Bangladesh et d'ailleurs. Nul n'ignore les conditions de travail infligées à celles et ceux qui travaillent pour Apple en Chine. A Dacca, l'usine Tazreen Fashion fabriquait des maillots pour les boutiques des parcs Disney et on a retrouvé dans les ruines du Rana Plaza les étiquettes de l'italien Benetton, de l'anglais Primark, de l'espagnol Mango, de Tex qui est vendu en France dans les magasins Carrefour... Ces entreprises sont esclavagistes car



leurs profits proviennent des salaires de misère versés aux salariés de la sous-traitance. Selon une enquête récente (1), le coût du travail est de 1,90 € sur une pièce qui est achetée 10 € à sa sortie d'usine au Bangladesh et qui est revendue entre 30 et 60 € dans un magasin français.

Bien entendu, les entreprises capitalistes affirment qu'elles ne maîtrisent pas les conditions de la production dans les pays lointains et soulignent aujourd'hui les efforts qu'elles font pour humaniser les conditions de travail. Ce discours est parfaitement hypocrite et les chartes signées ne changeront rien puisque c'est la pression sur les prix qui conduit les sous-traitants à sous-payer et à maltraiter leurs salariés.

Bien entendu, les économistes ultra-libéraux feront valoir que la grande pauvreté a diminué au Bangladesh, qui bénéficie d'un remarquable taux de croissance. Mais cela signifie que le libre-échange conduit les pays pauvres à se spécialiser dans la sous-traitance et que leur population salariée a le choix entre la grande pauvreté et la pauvreté à 30 centimes de l'heure. Pendant leurs rares instants de loisirs, elle peut regarder comment prospère la classe des exploiters locaux et calculer les gains inouïs des donneurs d'ordre occidentaux.

Contre l'esclavage moderne, il faut encourager l'action des associations et des syndicats qui soutiennent les revendications des travailleurs exploités. Il faut surtout que le gouvernement français s'engage dans une politique destinée à faire cesser les pratiques esclavagistes et à aider les populations victimes de l'ultra-concurrence. La loi française doit préciser l'étendue de la responsabilité pénale des entreprises quant aux infractions commises sur l'ensemble de la chaîne de production. C'est compliqué ? Cela prendra du temps ? C'est vrai mais on peut commencer par imposer aux distributeurs une mesure très simple : l'étiquetage comportant le prix payé au producteur d'origine. Cette transparence des marges est seule susceptible de produire à la fois des effets psychologiques, économiques et politiques.

A l'égard de l'Europe et du monde, l'engagement de la France contre l'esclavage doit être exemplaire. Ou plutôt : nous voudrions qu'il le soit.

Bertrand RENOUVIN

(1) La Croix du 8 janvier 2013. <http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Comment-se-decompose-le-prix-d-un-vetement-fabrique-au-Bangladesh-NG-2013-01-08-896562>